

INTERVENTION LIMINAIRE FO ÉNERGIE ET MINES

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs

L'actualité le souligne chaque jour avec constance, la situation sociale en France est tendue et de nombreux secteurs d'activité, à commencer par le Service Public du Rail, font l'objet de fortes oppositions contre les projets portés par nos gouvernements successifs et prolongés par le Gouvernement actuel.

À FO, nous sommes attachés aux grands principes fondateurs de la République française, et considérons que les principes, d'Égalité de Fraternité et de Justice, piliers de notre démocratie laïque, ne font pas obstacle à la modernité et aux changements auxquels doivent faire face notre Nation et ses citoyens.

Au moment où souffle sur notre planète des vents d'individualisme et d'intégrisme, nous considérons même que ces principes et valeurs constituent un « patrimoine mondial ».

La traduction de ses valeurs doit conduire nos dirigeants et les élus des peuples à s'interroger non pas sur la manière d'organiser le monde du business, mais sur les outils répondant aux besoins fondamentaux, régaliens, aux premiers rang desquels la Santé, L'Éducation, la Sécurité, le Logement, l'accès à l'Énergie et à l'eau, les moyens de communication.

Ce que nous attendons des politiques c'est autre chose que des Traités commerciaux exploitant les uns pour précariser les autres.

Ce que nous attendons c'est une vision « d'état », le sens de l'intérêt général, des politiques qui permettent au plus fort de faire progresser le collectif duquel les plus faibles ne sont pas exclus.

Et quelles meilleures traductions de ces attentes que le Service Public !!!

Le monde des Industries Électriques et Gazières connaît lui aussi son lot de menaces. La fin des Tarifs Réglementés de Vente conduit à des fermetures de sites et à la suppression massive d'emploi chez les deux acteurs historiques que sont EDF et ENGIE.

Et pour les naïfs qui penseraient que ces emplois sont transférés aux nouveaux acteurs, il est bon de rappeler que dans le domaine de la relation clientèle les projets vont vers le transfert des activités en « offshore », pays étrangers au coût sociaux les plus bas évidemment. Et de toute façon les nouveaux acteurs n'appliquent pas le Statut à leurs salariés en charge de la Commercialisation. N'applique pas encore ! Parce qu'à FO nous portons l'espoir de gagner cette bataille juridique que nous sommes seuls à avoir entamé contre le symbole libéral qu'est Direct Énergie.

À EDF, la Direction Commerce procède à une purge sans précédent et sans . . . aucune mesure d'accompagnement social. À ce titre, FO rappelle que nous avons su en 2007 construire un volet social digne de ce nom pour la création de la Direction Commerce en négociant un accord. C'est clairement ce que revendique FO aujourd'hui.

Au rang des attaques auxquelles nous devons faire face, il y a également la menace d'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques. Pour FO rien ne justifie ce renoncement que s'approprient à faire Gouvernements et Directions. Pour FO il est clair « que nous sommes tous des Hydrauliciens ».

Le thermique n'est pas non plus épargné, récemment la tranche 3 de l'UP de Cordemais a éteint ses feux définitivement.

FO soutient le développement de solutions moins carbonées, comme la biomasse et le captage de CO2, ainsi que des constructions de nouvelles unités de production thermique moins carbonées.

Rares sont les directions au sein d'EDF qui n'ont pas en projet, fermeture de site, suppression d'emplois. . . La Direction Immobilière Groupe – atomisée, la Direction des Services partagés – Désintégrée et menacée de filialisation. FO exige là aussi un volet social innovant. Nous demandons, entre autres, l'ouverture d'une négociation sur le « Mécénat de compétences ».

Et que dire du grand projet de Déménagement baptisé PGO, qui concerne plus de 3000 agents de la région parisienne. Pour FO une urgence : celle du réexamen du dossier dans un prochain CCE afin de redonner de la clarté et du sens à un projet qui n'entraîne pas « l'adhésion ».

D'autres grands « chantiers » sont annoncés :

■ La retraite c'est pour 2019,

■ Le Statut : le Gouvernement nous fera-t-il « un grand soir » ou bien les directions continueront-elles le détricotage, en menant à bien des projets entreprise par entreprise, ce qu'autorise « l'inversion de la hiérarchie des normes » de la sinistre loi travail. C'est le cas en ce moment à EDF SA, sous couvert d'un sondage la Direction avance un projet sur la reconnaissance qui n'est rien d'autre que l'abandon du « système de rémunération » Statutaire.

À FO nous sommes favorables à ce qu'il y ait plus de reconnaissance, pour cela il faut revaloriser le Salaire National de Base, augmenter les taux de NR distribués, rendre de la valeur à l'Intéressement. . .

Pour conclure, il est évident pour FO que beaucoup des indicateurs « sociaux » sont à l'orange ou carrément dans le rouge. À ce stade l'irréversible ne semble pas être atteint. Et nous souhaitons vivement que tout repasse dans le « vert ». Mais pour cela la Direction d'EDF doit faire face à ses responsabilités. Il faut sortir la tête des tableaux Excel et des agences de notation.

Il faut écouter, entendre, et apporter du grain à moudre.